

Rapport de mission

Mission technique, Beyrouth,

25 – 28 février 2007

&

Note d'étape

*de l'Initiative coordonnée des
collectivités européennes en faveur du
développement et du renforcement des
villes libanaises*

Sommaire

Rappel de l'historique de l'initiative	Page 3
Composition de la délégation	Page 5
Programme de la mission	Page 6
Rappel : objectif général de l'Initiative	Page 7
Des programmes et outils au service de la coordination	Page 8
Relevé de décision des réunions avec les représentants des villes libanaises	Page 10
Relevé de décision des réunions avec les représentations diplomatiques et autres partenaires	Page 14
Conclusions de la mission et perspectives	Page 15
Annexes	Page 17

Rappel de l'historique de l'initiative

Dans le cadre de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), des collectivités locales européennes, interpellées par le conflit qui a touché le Liban durant l'été 2006, ont pris une initiative originale : créer les conditions d'un effort concerté et coordonné pour répondre aux besoins des collectivités locales libanaises. Les autorités nationales libanaises et le Comité des Maires Libanais, membre de CGLU, ont apporté leur soutien à cette proposition ainsi que les bailleurs de fonds internationaux.

Une réunion de mobilisation, le 7 septembre 2006, à Lyon :





Face à l'ampleur de la crise qu'a traversée le Liban au cours de l'été 2006, les collectivités locales européennes se sont fortement mobilisées.

Souhaitant encourager et favoriser une mise en cohérence de cet élan de solidarité, Cités Unies France – en lien étroit avec CGLU et le CCRE - a réuni à Lyon, le 7 septembre 2006, sous la présidence de Jean-Michel Daclin, adjoint au Maire de Lyon, président du groupe-pays Liban, plusieurs collectivités locales européennes sensibilisées à la cause libanaise, en présence de représentants de l'Etat libanais, mais aussi des grands bailleurs de fonds internationaux tels que la Banque Mondiale, l'Agence Française de Développement ou encore le PNUD. Les commissions « Méditerranée » et « Diplomatie des Villes » s'associent à la ville de Lyon, en sa qualité de présidente de la commission « coopération décentralisée » de CGLU, dans cette démarche et décident de l'organisation d'une mission exploratoire au Liban afin d'identifier les besoins prioritaires et pistes de travail pour la coopération décentralisée.

Une mission exploratoire des collectivités européennes au Liban (17 – 20 septembre 2006) :

Une mission exploratoire réunissant 4 villes européennes (Province de Turin, Barcelone, Marseille, Lyon), ainsi que Cités Unies France a été organisée du 17 au 20 septembre 2006 afin de présenter au gouvernement libanais, au Comité des Maires Libanais ainsi qu'aux bailleurs de fonds internationaux, l'organisation de l'action coordonnée des collectivités locales mondiales en faveur de la reconstruction et du développement des villes libanaises et de définir les modalités de collaboration. Pour la reconstruction, tant le gouvernement, que les bailleurs de fonds et les villes libanaises, ont exprimé le besoin d'assistance et d'expertise des collectivités locales européennes. Cette demande de soutien se situe à côté et au-delà des habituelles coopérations bilatérales. Cette mission a aussi mis en lumière l'émergence des villes libanaises sur la scène nationale.

Un partenariat est envisagé avec les bailleurs de fonds (Union européenne, Banque mondiale et le PNUD) pour lesquels l'intervention des collectivités locales mondiales est un gage de sérieux et de bonne utilisation des fonds engagés.

-  Réunion du groupe-pays Liban de Cités Unies France, le 11 octobre 2006, à Paris
-  Réunion de présentation de l'initiative lors du Conseil mondial de CGLU le 31 octobre 2006 à Marrakech
-  Réunion Euromed des Eurocités, du 8 au 10 novembre 2006 à Turin
-  Réunion à la Diputacion de Barcelone, 21 et 22 novembre 2006

Au cours de ces réunions, les collectivités européennes ont relayé l'existence de cette initiative dans leurs pays respectifs et sensibilisé les collectivités européennes à la question de l'accompagnement des villes libanaises en termes de développement, reconstruction et appui institutionnel.

Mission technique de la coordination (25 – 28 février 2007)

Le secrétariat technique de la coordination a souhaité une conférence rassemblant l'ensemble des acteurs de l'initiative (collectivités européennes, collectivités libanaises, organisations internationales...), afin de permettre le lancement des travaux.

En raison d'une situation politique instable au Liban, cette conférence, à la demande des représentations diplomatiques, a été ajournée.

Toutefois, les membres du secrétariat technique de coordination technique ainsi que certaines collectivités ont maintenu leur déplacement, dans le cadre d'une mission technique, afin de travailler sur le contenu de cette coordination et une programmation des étapes.

L'objectif de la mission est donc :

- de permettre un temps de travail entre les membres du secrétariat de coordination afin de faire le point sur :
 - o les besoins des villes libanaises
 - o l'engagement des collectivités européennes
 - o les outils existants pour consolider les projets
- identifier des groupes de travail
- rencontrer des représentants des villes libanaises
- rencontrer des partenaires institutionnels : Ambassades, Union européenne

Le présent rapport restitue les travaux réalisés pendant la mission et présente les conclusions de cette mission technique, et de façon plus globale, de l'avancée de la coordination.

Composition de la délégation

M. Bertrand GALLET : Directeur Général de Cités Unies France
M. Francesc FREIXA, Ville de Barcelone
Mlle Francesca SANTONJA MAYOR, Diputacion de Barcelone
M. Francesc OSAN, Diputacion de Barcelone
M. Patrice BERGER : Agence d'urbanisme du Grand Lyon

Secrétariat Technique de coordination :

M. Guillaume ARNOULD (Commission Coopération Décentralisée de CGLU – Grand Lyon)
Mlle Virginie ROUQUETTE (Cités Unies France)
Mlle Delphine CREVOLA (Commission Méditerranée de CGLU – Marseille/PACA)

Bureau Technique des Villes Libanaises :

M. Béchir ODEIMI, Directeur et représentant de CGLU
Mlle Abir ABI KHALIL, Chargée de projets
Mlle Golda EID, Chargée de projets
Mlle Sandra KOSREMELLI, Chargée de la Communication
Mlle Charlotte BAYLE KALINOWSKI, mise à disposition au BTVL de l'Ambassade de France
M. Fabien ESCALLIER, mis à disposition au BTVL du Grand Lyon

Programme de la mission

Dimanche 25 février 2007

- Rencontre du Maire de Tripoli M. Rachid JAMALI au Palais Municipal
- Rencontre avec le Vice Président de la ville de Zgharta M. Georges AKLEH à la municipalité

Lundi 26 février 2007

Réunion avec CGLU/ BTVL : 9h00- 18h00

Ordre du jour :

- Les projets identifiés et les partenariats proposés
- Le fonctionnement du Secrétariat Technique de Coordination
- Déterminer les étapes futures : prochaine réunion, relations avec les bailleurs de fonds, les ministères, les ambassades...

Réunion avec M. Rachid Jalkh, Adjoint au Maire de Beyrouth, représentant M. Ariss, Maire de Beyrouth - Président du Comité des Maires Libanais

Mardi 27 Février 2007

Journée consacrée aux visites sur le terrain

Objectifs : Rencontres avec les partenaires et discussion autour des projets identifiés et programmation des missions techniques futures dans les villes partenaires ;

- Barcelone & Lyon à Ghobayré – visite sur le terrain de la banlieue sud de Beyrouth

Réunion à Ghobayré avec le Maire M. Khansa ; le Vice-Président M. Al-Khalil et des techniciens de la ville.

- Diputacion de Barcelone avec les 3 collectivités locales identifiées (Tyr, Tibnine, et Marjayoun)

Réunion à Tyr avec le Maire M. Hussein ; le Vice-Président M. Halawé et d'autres Elus et techniciens.

Réunion à Tibnine avec le Vice-Président M. Hassan, Fawaz et d'autres Elus et techniciens, ainsi qu'avec le Maire de Marjayoun M. Fouad HAMRA.

- CUF et Grand Lyon : visite du contingent de la FINUL française, à la frontière sud du Liban.

Mercredi 28 Février 2007

- Rencontre avec l'Ambassade de France : le SCAC, M. Gaillard, M. Baléo, M. Tenière, Mlle Kalinowski et l'Agence Française de Développement
- Rencontre avec l'Ambassade d'Espagne : M. l'Ambassadeur M. Benzo, chargé de Coopération M. Martin
- Réunion à la Délégation de l'Union européenne, rencontre avec l'OMSAR, Mme Khatib, Chef de Projet ARAL ; M. Casalonga, Chargé de Projet ARAL.
- Réunion finale d'évaluation avec le BTVL

Rappel : objectif général de l'Initiative

L'objectif de l'initiative est le suivant : à la demande des Libanais, proposer une coordination des collectivités européennes afin d'apporter aux villes libanaises, dans le cadre de la coopération décentralisée, un appui efficace en termes de développement, réhabilitation et reconstruction, associant collectivités européennes, municipalités libanaises, organisations internationales et pouvoirs publics libanais.

A cette fin, plusieurs pistes de travail ont été identifiées :

- un partenariat avec l'Union européenne, dans le cadre du programme ARAL, en vue de l'appui de 12 groupements de municipalités rurales
- un travail plus spécifique d'appui aux villes libanaises tout particulièrement touchées par le conflit de juillet dernier, autour de projets de reconstruction, de réhabilitation et de développement.
- le renforcement des partenariats de coopération décentralisée existants entre les collectivités libanaises et les collectivités européennes et le déploiement de nouveaux accords de coopération décentralisée en direction de villes encore non concernées.
- un partenariat avec la Direction Générale des Collectivités Locales sur un projet de formation des élus (à confirmer et préciser)

Le rapport présente dans les pages suivantes les programmes et outils au service de la coordination ainsi que les comptes-rendus des visites aux élus libanais rencontrés à l'occasion de la mission.

Des programmes et outils au service de la coordination

- Le programme ARAL

Ce projet pilote financé par l'Union Européenne est basé sur une démarche participative et vise à assister 12 regroupements de municipalités libanaises (200 municipalités au total) à maîtriser leur développement. La première phase de ce projet s'est achevée en décembre 2005. Au cours de celle-ci, des plans de développement locaux ont été élaborés par ces groupements avec l'appui de bureaux d'études. Les dossiers techniques de projet (DTP) correspondent aux projets prioritaires identifiés sur le terrain, en vue de la mise en œuvre d'un développement durable ; ils s'inscrivent dans le cadre des Plans Simplifiés de Développement Local (PSDL) de chacun des regroupements. Les principaux thèmes traités par ces DTP sont : l'agriculture, le tourisme, l'environnement, l'urbanisme, le renforcement des capacités, la création d'emploi.

Ces DTP s'appuient essentiellement sur la valorisation des ressources locales : produits agricoles, couvert forestier, architecture et paysage, archéologie, environnement naturel, savoir-faire... gérés de façon patrimoniale. Ils sont cohérents avec les objectifs du SDATL (Schéma d'aménagement du Territoire Libanais).

Les 12 regroupements concernés par le projet « Préparation de Projets d'Action Municipale dans un Cadre Planifié de Développement Local » sont Aley, Jezzine, Joumé-Akkar, Iqlim Al Toufah, Bint Jbeil, El Sahl, Hermel, Haut Chouf, Chouf Soueijani, Haut Metn, Kesrwan et Zgharta, qui comprennent 204 municipalités et villages.

Une autre phase sur une période de deux ans et demie est en cours de démarrage et sera opérationnelle courant 2007. Elle prévoit **l'implantation dans chaque regroupement d'un Bureau Municipal de Développement Local (BMDL)** destiné notamment à : (i) soutenir la mise en œuvre de stratégies de développement ; (ii) faciliter l'établissement de coopérations locales décentralisées. 8,5 millions d'Euros sont affectés au programme ARAL.

A l'issue de la guerre, les priorités identifiées par ces regroupements restent d'actualité. Les acteurs de ce programme, Union européenne, OMSAR, CGLU/BTVL, souhaitent **associer les collectivités européennes** dans la mise en œuvre de ces bureaux de développement locaux. L'Union européenne avancera une partie des fonds nécessaires à la réalisation des projets ; les collectivités européennes apporteront leur **expertise**. L'objectif est aussi de favoriser les échanges d'expériences entre bureaux de développement municipal, afin de créer un réseau de structures capables d'assurer le renforcement institutionnel des collectivités libanaises.

- Le partenariat de la Banque Mondiale dans ce dispositif

A la suite du conflit de cet été, la Banque mondiale a décidé du déblocage d'un montant de 70 millions de dollars de subvention, dont 30 millions seront affectés aux municipalités dont les infrastructures ont été détruites ou endommagées. Dans cette démarche, l'interlocuteur de la Banque Mondiale est l'Etat libanais.

Toutefois, la Direction Générale des collectivités locales du Ministère de l'Intérieur libanais a évoqué la possibilité de mettre en place un programme de formation sur le développement municipal, d'envergure nationale, sur la formation et le développement local. Une ligne budgétaire réduite pourrait être affectée à ce programme, pour lequel une implication des collectivités européennes serait envisageable.

Une réunion prochaine entre le Bureau Technique des Villes Libanaises et les représentants de la Banque Mondiale est prévue pour les semaines à venir et permettra d'approfondir cette idée.

- Le partenariat avec le PNUD

Le programme des Nations Unies pour le développement, par l'intermédiaire du Bureau pour les partenariats innovants à Genève, met actuellement en place un programme d'appui au développement des villes libanaises, le programme ART Gold Liban. M. Pierre Mauroy, ancien Premier Ministre de la République Française, et Mme Rosa Villeco Celiparo, Sénatrice italienne, se sont vus confier une mission de coordination politique des collectivités partenaires des villes libanaises pour la reconstruction du Liban. Lors de la réunion de Genève des 24 et 25 septembre 2006, les collectivités locales européennes de CGLU ont accepté de travailler en coordination avec le PNUD.

Les fonds recueillis seront mis à disposition des collectivités libanaises ainsi que de leurs partenaires européens, dans la mesure où leur pays abonde ce programme. A ce jour, le gouvernement italien a abondé ce fonds ; seules les villes italiennes sont donc éligibles à ce fonds.

Relevé de décision des réunions avec les représentants des villes libanaises

Rencontre avec Rachid Jamali, Maire de Tripoli

- La faiblesse de la décentralisation au Liban demeure une difficulté récurrente, pour les villes libanaises, dans la gestion de leurs affaires quotidiennes. La loi de 1977, sur la décentralisation, a inscrit dans la loi un certain nombre d'avancées, que l'on ne retrouve malheureusement pas dans la pratique : les élus ne connaissent pas toujours leurs propres prérogatives et les ministères de tutelle ainsi que le Conseil des ministres exercent un contrôle fort sur les collectivités libanaises, parfois paralysantes pour les villes.
- La ville de Tripoli travaille actuellement sur un CDS (City Development Strategy) avec la Banque Mondiale, Medcités, Barcelone et Marseille. Des projets sont également en cours avec la région Rhône Alpes. Toutefois, la ville de Tripoli serait tout à fait favorable à la conclusion d'un partenariat de coopération décentralisée sur le moyen terme, avec une ville française.
- L'Agence Française de Développement (AFD) finance à hauteur de 6 millions de dollars (sous forme de prêts) les berges de l'oued de Tripoli. Elle prévoit également d'aménager le centre de la ville.
- La ville a appuyé un projet culturel original : la création d'une chorale multi confessionnelle, composée d'une cinquantaine de personnes. Cette chorale a déjà reçu plusieurs récompenses internationales. Aujourd'hui, le Maire souhaiterait trouver des relais en Europe afin de permettre à cette chorale d'effectuer une tournée européenne.

Rencontre avec le Vice Président de la ville de Zgharta M. Georges Akleh

- La ville de Zgharta comprend 25 000 habitants. Elle présente une particularité : la municipalité a en charge la gestion de Zgharta, mais également de Ehden, village situé plus en altitude et village originaire des habitants de Zgharta.
- La ville de Zgharta fait partie d'un groupement (composé de 23 municipalités) partie prenante du programme ARAL. Dans le cadre de ce programme, des études ont déjà été réalisées et ont défini des schémas locaux de développement. Ces dossiers techniques de projet portent principalement sur la valorisation du tourisme, la rédaction d'une charte de développement global, sur des schémas d'aménagement urbain.
- La municipalité souhaite également développer le tourisme à Ehden en y installant une station de ski. Ehden étant devenue un lieu de villégiature estival pour les habitants de Zgharta ; la municipalité souhaite développer ses potentialités touristiques tout au long de l'année, et notamment l'hiver.

Rencontre avec M. Rachid Jalkh, Maire adjoint de Beyrouth

Le Liban traverse actuellement un moment délicat, qui a nécessité l'ajournement d'un certain nombre de rencontres. Le Comité des Maires regrette le report de l'initiative des collectivités européennes en faveur du développement des villes libanaises soutenue par CGLU et espère que la mobilisation observée de la part des collectivités partenaires se poursuivra. L'accompagnement des villes libanaises par leurs partenaires de la coopération décentralisée constitue un biais de développement dont l'efficacité n'est plus à prouver. Ce travail doit se poursuivre, bien qu'aujourd'hui la décentralisation au Liban ne soit pas aboutie (nombreux ministères de tutelle et entraves administratives)

Réunion avec M. Husseini, Maire de Tyr, M. Halawé, vice-président et M. Zorkot, Adjoint au Maire

- Tyr est une ville portuaire et une ville à vocation culturelle et touristique. Elle comprend environ 80 000 habitants.
- La principale difficulté de la ville de Tyr concerne sa difficulté à mettre en valeur le patrimoine historique et culturel de la ville, dont le potentiel est immense. Ainsi, on dénombre pas moins de six villes enfouies ou éparpillées autour de la ville. Il existe aussi de nombreux sanctuaires qui mériteraient d'être valorisés. Autour de Tyr, d'autres espaces attendent également d'être réhabilités, telle une réserve naturelle de 4 millions de m², sur laquelle travaille déjà l'agence de coopération espagnole. A l'Est, il y a un camp de réfugiés palestiniens, dont le sous-sol est un site archéologique.
- Historiquement, la ville est composée de deux espaces :
 - o Les vieux quartiers, où se trouvent de nombreux vestiges (ces quartiers sont restés vides pendant près de quatre siècles, après le départ des croisés) ; actuellement, les ONG y travaillent avec la municipalité.
 - o La ville moderne, née il y a environ 60 ans. A l'origine bien conçue, elle s'est développée convenablement jusqu'en 1975, mais la guerre et les événements qui ont suivi ont laissé s'installer l'anarchie. Aujourd'hui, la ville n'est plus en phase avec ses besoins actuels et son identité civilisationnelle.
- Aujourd'hui, la municipalité souhaite prévenir cette anarchie en élaborant un **plan de développement global pour la ville**. Un plan d'occupation des sols permettrait en effet de prévoir les besoins de la ville, d'y inclure des espaces verts, d'organiser la voirie et les activités commerciales. Le seul plan de la ville existant date de 2002 en remplacement d'un ancien plan des années soixante et n'est pas suffisamment précis pour constituer un outil de travail utilisable.
- Le besoin essentiel de la ville est donc l'élaboration d'un plan stratégique de développement, qui prenne en compte les dimensions sociale, économique, urbanistique, environnementale, et touristique. Ce plan devrait pouvoir révéler tout le potentiel de la ville de Tyr notamment en matière de tourisme religieux (sites bibliques tels que Canaa et Omra). Tyr est en outre une ville où la tradition de coexistence entre les communautés religieuses (2 rites chrétiens, 2 rites sunnites, les Chiïtes...) est ancienne.
- Des financements de la Banque mondiale ou de l'Union européenne permettent de réhabiliter certaines zones, de façon ponctuelle. . Un projet de SIG (système d'information géographique) a aussi permis l'utilisation de données statistiques. Mais en l'absence de schéma global de développement, ceux-ci ne permettent pas de participer au développement de la ville de façon efficace, en s'intégrant dans une logique de développement sur le moyen ou long terme.
- La Banque Mondiale s'est montrée intéressée quant à l'élaboration d'un CDS (City Development Strategy) pour Tyr ; toutefois, à ce jour, la municipalité n'a pas reçu de confirmation de la Banque Mondiale concernant son engagement sur ce projet. Aussi la municipalité de Tyr serait favorable à un travail avec des collectivités européennes sur l'élaboration d'un schéma de développement global.
- Par ailleurs, Tyr travaille avec la ville de Perpignan dans le cadre d'un jumelage.

Réunion avec M. Fouad El Hamra, Maire de Marjeyoun

La demande de la municipalité porte sur la restauration d'un « khan », ancien caravansérail, situé dans le souk qui fait lui-même l'objet d'une réhabilitation dans sa globalité. Dans ce « khan », l'objectif est d'animer un centre socio-culturel. Certaines activités ont déjà commencé, comme des cours d'espagnol. Un partenariat

avec l'Institut Cervantes est envisagé afin d'accueillir des projets culturels (concerts, artistes). La présence des forces armées espagnoles dans cette région explique en partie la raison de ces activités actuelles.

Réunion avec M. Hassan Fawaz, Vice-Président de Tibnine et M. Fawaz Fawaz, Adjoint au Maire

La municipalité souhaiterait doter la ville d'un centre municipal multimédia.

L'association Enfants du monde Droits de l'Homme :

Cette ONG gère un projet de centres d'accueil pour les enfants de 5 à 12 ans, en dehors des horaires scolaires. Il existe 2 centres de 60 enfants à Tibnine et au total sur toute la région, il y a 17 centres de 50 enfants chacun. Ces centres sont des locaux municipaux. Une équipe de 5 psychologues travaillent sur le suivi des enfants et des familles, dans cette période de post-conflit. Le projet est financé sur des crédits européens (ECHO) et touche à sa fin. Pourtant, les besoins demeurent et l'ONG souhaiterait trouver des mécanismes de relais à leur action.

Réunion avec le Maire et visites de terrain à Ghobayre avec le Grand Lyon et la ville de Barcelone :

- La communauté urbaine de Ghobayré (CUG) regroupe trois municipalités situées dans la banlieue sud de Beyrouth : Ville de Ghobayré, ville de Haret Hreik et Ville de Borj El Barajné. Elle compte environ 550 000 habitants.
- On dénombre 298 immeubles de 10 à 15 étages détruits, 200 à 300 victimes ainsi que de nombreux dommages collatéraux (infrastructures et bâtiments publics dont routes, écoles, réseaux d'eau potable et électriques..., 800 établissements commerciaux sinistrés...).

Un comité gouvernemental officiel pour la reconstruction de la banlieue sud de Beyrouth a été créé et regroupe des représentants des municipalités de la CUG (Communauté urbaine de Ghobayré) ainsi que des membres des partis politiques majoritaires et un représentant du Conseil de Développement et la Reconstruction (CDE), organisme étatique sous l'autorité directe du Premier Ministre et l'ordre des Ingénieurs du Liban.

✚ La municipalité de Ghobayré souhaite favoriser le renforcement de son service des espaces verts, selon plusieurs axes :

- réflexion stratégique sur les capacités et les missions du service
- formation du personnel technique
- amélioration des outils et infrastructures du service (véhicules, matériel, pépinière, etc...)
- gestion et entretien des espaces verts

Il est donc prévu la mise en place d'une mission pour instaurer un dialogue entre Barcelone, Lyon et la CUG sur les espaces publics.

Cette mission technique sera aussi l'occasion d'apporter à la ville de Ghobayré des idées d'usage et de gestion (avec apport de recettes à la ville) pour le jardin BHV, actuellement fermé au public. Ce jardin est en fait une vaste dalle-promenade de 2 ha (300 m de long par 60 m de large) située à la limite ouest de la ville, encadrée par des immeubles de standing, elle descend en cascade d'est en ouest avec une vue partielle sur la mer.

Enfin, ce dialogue avec les services d'espaces publics et d'espaces verts permettra d'envisager comment adapter les bonnes pratiques des villes européennes en matière de sensibilisation des habitants au civisme et au respect de l'environnement (propreté, respect des arbres...).

- ✚ La municipalité de Ghobayré souhaite aussi la mise en place d'un service municipal de santé communautaire :

La CUG souhaite se doter d'une unité médicale mobile, à destination première du public scolaire, en complément d'un dispensaire public « généraliste » créé à la sortie de la guerre. L'élaboration d'un tel projet nécessite la mobilisation de ressources techniques pour garantir la pertinence des orientations à suivre. En effet, les missions de ce « bus santé » restent à définir (visites médicales scolaires ? sensibilisation/prévention ? distribution de médicaments ?...). Un travail de réflexion sur les services existants et les besoins des habitants est donc envisagé, en collaboration avec des experts locaux, pour finaliser la rédaction du projet.

Les représentants de la CUG ont également exprimé leur préoccupation de la situation sanitaire des personnes âgées et proposent de développer des actions dans ce sens.

La ville de Barcelone étudie la possibilité de s'impliquer techniquement et financièrement sur le projet dès 2007.

Relevé de décision des réunions avec les représentations diplomatiques et autres partenaires

Réunion avec le SCAC de l'Ambassade de France et l'AFD

Le SCAC appuie l'idée de généraliser l'approche « Stratégie de villes » pour l'ensemble des municipalités libanaises à travers le travail du BTVL-CGLU. Les expériences passées et présentes témoignent de la pertinence de cet axe de travail : le 1^{er} séminaire sur les SIG avec la LAU (Libanese American University), le séminaire de Damas avec l'Institut de la Banque Mondiale (bureau de Marseille), le programme ARAL.

L'AFD est engagée à Tripoli dans la cadre d'un projet de CDS qui inclut un nombre important de partenaires. Elle a identifié une zone d'intervention à Tyr concernant le port, mais le projet n'est pas formulé. A Nabatiyeh, et dans le Sud, l'AFD intervient pour des études et de l'assistance technique (qui peuvent être financés sous forme de dons), dans le domaine de l'éducation, des transports urbains et de la gestion et de la protection de l'environnement (dépollution du littoral, mesures pour la couche d'ozone, la constitution de 7 « aires protégées » qui s'apparente à une démarche de PNR (Parc naturel régional), en attendant le déblocage de la loi à ce sujet), Lorsqu'il s'agit de prêts (bonifiés), l'AFD travaille avec le CDR qui seul peut être autorisé à gérer ces prêts pour le compte des municipalités libanaises.

Réunion avec les Services de l'Agence de Coopération Espagnole et de l'Ambassade d'Espagne

Les représentants de la députation de Barcelone, la ville de Barcelone accompagnés des membres du BTVL ont rencontré M. Benzo, Ambassadeur d'Espagne au Liban, le 1^{er} secrétaire ainsi que le chargé de mission de l'Ambassade. L'ambassadeur a souligné son souhait de voir se développer la coopération décentralisée espano-libanaise et d'encourager le développement d'une coopération des collectivités européennes au Liban. L'Ambassade apporte son soutien à l'Initiative et attend des propositions concrètes de sa part pour mobiliser ses services. Des fonds sont également disponibles.

Réunion avec la Délégation de l'Union Européenne au Liban

La délégation a rencontré la délégation de l'Union européenne. L'objet de la rencontre a essentiellement porté sur le programme ARAL (*voir paragraphe page 8*)

Réunion avec des représentants de la FINUL, Sud Liban

Une visite a été effectuée par les membres de la mission auprès des casques bleus de l'ONU dans le Sud Liban. Des représentants de la FINUL ont mis l'accent sur la coordination qu'ils ont mis en place avec les ONG oeuvrant dans la zone. En ce sens, la FINUL est disposée à apporter son soutien aux collectivités locales européennes engagées au Sud Liban. Elle peut délivrer les laissez-passer nécessaires à la circulation dans la zone. L'appui de la FINUL peut porter également sur des aspects logistiques, d'acheminement du matériel et d'information sur le contexte sécuritaire.


Conclusions de la mission et perspectives :

Dans le cadre de l'initiative, le bureau CGLU Liban, Syrie, Jordanie / BTVL, (qui bénéficie d'un renforcement de son équipe via la mise à disposition à mi-temps du chargé de mission au Liban de la Direction de l'Eau du Grand Lyon), est chargé du travail de mobilisation des villes libanaises et de la réflexion stratégique autour du développement de partenariats de coopération avec des collectivités européennes.

Dans ce contexte, le bureau CGLU Liban, Syrie, Jordanie / BTVL s'est attelé au recensement des besoins prioritaires des villes libanaises (visites de terrain) et à la **rédaction d'une quinzaine de fiches projet** qui seront prochainement diffusées aux collectivités européennes.

Sur le fond, un **axe commun de travail** a été privilégié : **le renforcement institutionnel des villes libanaises**. Ainsi, chaque projet élaboré avec ces villes comportera un volet de renforcement des capacités municipales, s'appuyant sur un volet plus opérationnel de développement local (tourisme, patrimoine, activités socio-culturelles, santé communautaire, etc...).

L'ensemble des besoins identifiés sont recensés dans le tableau récapitulatif global en annexe. Ce document doit être considéré comme un document de travail, prévisionnel et purement indicatif.

 **Concernant les villes libanaises souhaitant un partenariat avec une collectivité européenne :**

Les villes dont les projets sont présentés ci-après correspondent aux villes libanaises rencontrées lors de la mission.

- **Ghobayre (banlieue Sud de Beyrouth)**

Le Grand Lyon et la ville de Barcelone se sont entendus avec la municipalité de Ghobayre pour travailler à :

- L'envoi d'une mission technique sur la gestion des espaces verts et notamment le renforcement d'un service municipal dédié à cette problématique
- la municipalité de Ghobayre a demandé qu'un bus soit mis à sa disposition dans le cadre d'un projet santé. La ville de Barcelone va étudier cette requête.
- La municipalité rencontre des problèmes pour l'entretien de son réseau de collecte des eaux usées. Elle sollicite donc l'assistance d'une collectivité européenne pour le complément de son matériel et le renforcement des capacités de son service municipal (formation).

- **Tyr**

La demande de la municipalité porte sur l'élaboration d'une planification urbaine et d'une stratégie culturelle et touristique.

- La Diputacion de Barcelone a répondu favorablement à cette demande, et souhaite pouvoir travailler sur ce dossier avec d'autres villes européennes.
- L'organisation d'un séminaire regroupant les différents acteurs déjà engagés avec Tyr (ville de Perpignan, Banque mondiale, Agence Française de Développement...) ou désireux de le faire, a été envisagée pour le printemps prochain. La Commission Méditerranée de CGLU pourrait appuyer l'organisation de cet événement, autour d'un groupe de travail « Tyr ».

Concernant les outils :

- Le programme ARAL : des fiches synoptiques de chacun des 12 regroupements du programme ARAL sont disponibles. Les collectivités intéressées par ce programme sont invitées à se rapprocher du secrétariat technique.
D'ores et déjà, la Diputacion de Barcelone s'est engagée avec le groupement de Zgharta ; le conseil général des Yvelines avec le groupement de Kesrouane.
D'autres partenariats sont pressentis (voir tableau en annexe)
- Le BTVL poursuit son travail avec la Direction Générale des Collectivités Locales au Liban au sujet d'un programme sur la formation et le développement local.
- La FINUL mène actuellement des missions de type civilo-militaires. Elle est disposée à mettre sa logistique au service de la coopération décentralisée dans le Sud Liban, notamment dans le domaine des transports.
- La Banque Mondiale : le BTVL reste en lien avec le bureau de la Banque Mondiale à Beyrouth.
- Le PNUD : les collectivités libanaises engagées dans des partenariats de coopération décentralisée avec les collectivités libanaises peuvent accéder aux fonds du PNUD ; les collectivités françaises peuvent s'associer à ces projets en construisant des partenariats triangulaires.

Echéances :

- Une réunion du groupe-pays Liban de Cités Unies France se tiendra le 26 avril à Paris et permettra de revenir sur ces travaux. Elle sera l'occasion également de revenir sur la possibilité d'accueillir la chorale de la ville de Tripoli.
- Les tensions politiques existantes actuellement au Liban ne permettent pas de maintenir la conférence de l'initiative concertée des collectivités en faveur du Développement et du renforcement des villes libanaises. Celle-ci se tiendra vraisemblablement au cours de l'automne 2007. Les collectivités seront tenues informées.
- Toutefois, des missions de taille réduites, permettant la rencontre de partenaires libanais et européens autour de projets de coopération décentralisées sont tout à fait possibles et conseillées. Ces missions seront montées avec l'appui du secrétariat technique et notamment du BTVL.

ANNEXES

- **Contacts du Secrétariat technique de coordination**
- **Tableau prévisionnel des besoins (document de travail, 23 avril 2007)**
- **Tableau récapitulatif du programme ARAL**

N.B : pour des raisons techniques, les deux tableaux en annexe n'ont pas pu être joints au compte-rendu. Les bureaux de Cités Unies France et les membres du secrétariat technique de coordination sont à votre disposition pour vous les communiquer.

Fonctionnement de la coordination :

L'initiative concertée des collectivités repose sur un secrétariat technique composé :

- pour la partie libanaise :

du **Bureau Technique des Villes Libanaises (BTVL)** – Bureau de CGLU pour le Liban – Jordanie - Syrie

Contact : Béchir ODEIMI

Bureau Technique des Villes Libanaises (BTVL) – CGLU Liban

Municipalité de Jdeidé (Matn)

BP 70 675 Antélias – Liban

Tel : +961 (1) 901 650 – (3) 732 390

Fax : + 961 (1) 895 768

bechir.odeimi@bt-villes.org

www.cities-localgovernments.org / www.bt-villes.org

- pour la partie européenne :

- o de la **ville de Lyon**, en sa qualité de président de la commission « coopération décentralisée » de CGLU et en sa qualité de président du groupe-pays Liban de Cités Unies France

Contact : Guillaume ARNOULD

Ville de Lyon – Communauté urbaine de Lyon

20, rue du Lac – BP 3103 – 69 399 Lyon Cedex 03

Tel : +33 (0)4 26 99 35 93 / 33 (0)6 99 47 68 86

Fax : +33 (0)4 78 63 48 18

garnould@grandlyon.org

- o de **Cités Unies France**

Contact : Virginie ROUQUETTE

Cités Unies France

9, rue Christiani – 75018 Paris

Tel : +33 (0)1 53 41 81 93

Fax : +33 (0)1 53 41 81 41

v.rouquette@cites-unies-france.org

www.cites-unies-france.org

- o de la **Commission Méditerranée de CGLU**

Contact : Delphine CREVOLA

Commission Méditerranée CGLU

C/o Banque Mondiale – 271 Corniche Kennedy – 13007 Marseille

Tel : +33 (0)4 91 99 24 58

delphinecrevola@hotmail.com